DIAL 3099 - Dossier Le Venezuela, 11 ans après

VENEZUELA - Onze ans de révolution… et maintenant ?

Grégoire Souchay

lundi 1er mars 2010, mis en ligne par Dial

Hugo Chávez, élu le 6 décembre 1998, est président du Venezuela depuis le 2 février 1999. Sa présidence a été synonyme de changements, dans le discours, dans les politiques suivies, mais aussi, et plus largement, dans la société vénézuélienne. Il est difficile de pouvoir compter sur les grands médias, français ou autres, pour nous renseigner sur la nature de ces changements [1]. Pour ce dossier, nous avons donc demandé à deux observateurs privilégiés de la réalité vénézuélienne de nous proposer un bilan des onze ans de gouvernement d'Hugo Chávez. La première, Anne-Florence Louzé, vient de soutenir une thèse de science politique sur « Peuple et pouvoir dans le Venezuela de Hugo Chávez. Une voie d'avenir pour la démocratie ? ». Le second, Grégoire Souchay, est étudiant en journalisme à l'Université Toulouse I. Il vient de passer quatre mois au Venezuela à travailler pour la chaine de télévision publique communautaire Vive Tv [2]. Deux points de vue donc, avec leurs points communs et leurs différences.

C'est en 1998, dans un paysage mondial des alternatives à la « fin de l'Histoire » [3] dominé par le credo de « changer le monde sans prendre le pouvoir » [4], que naît au Venezuela la révolution bolivarienne, du nom de Simon Bolívar (1783-1830), héros de l'indépendance du pays au XIX^{e} siècle. Alors que l'on s'enthousiasme pour les expériences zapatistes (Mexique), les contre-sommets (Seattle) et autres forums sociaux (Porto Alegre), surgit au Venezuela un nouvel élan populaire démocratique comme on n'en avait pas vu depuis le Chili d'Allende, dans les années 70.

Au début, on a regardé intrigué ce pays jusqu'alors inconnu. En 2002, alors que sont mises en place les premières réformes sociales (programme d'alphabétisation, santé), l'opposition vénézuélienne tente un coup d'État, appuyé par les classes privilégiées et par le pouvoir médiatique. Le coup échoue. On laisse alors dans son coin le Chiapas et l'on commence à regarder Caracas avec beaucoup d'intérêt : expropriations, nationalisations, réforme agraire… Le mouvement s'étend même internationalement (Bolivie en 2005, Équateur en 2007). Tout allait bien, jusqu'à ce que l'on commence à douter. D'un côté, les médias inondent le monde de leur (dés)information en parlant de populisme, d'atteinte aux libertés, tandis que de l'autre, les « purs » révolutionnaires parlent d'une « couche de peinture rouge sur un capitalisme d'État rentier » [5], et d'une bureaucratie stalinienne. Dernièrement, on a encore ingéré les grossiers mensonges sur le prétendu contrôle de l'internet et les penchants pour la théorie du complot du « dictateur sanguinaire ».

Quoi que l'on en dise en Europe, tout cela n'a absolument rien à voir avec la réalité concrète, vécue par les Vénézuéliens, seuls véritables acteurs (et surtout actrices) du processus, qui, face à toutes les attaques, de droite comme de gauche, de l'extérieur comme de l'intérieur, continuent leur aventure révolutionnaire. Il suffit de suivre au hasard trois expériences en cours pour être pleinement convaincu que si révolution bolivarienne il y a, c'est aujourd'hui plus que jamais.

Vive la Commune… bolivarienne

La première des victoires révolutionnaires au Venezuela a été de rendre leur dignité à ceux à qui on l'avait volée pendant des décennies : pauvres, travailleurs, paysans, femmes, Indiens… Le meilleur moyen pour cela était de donner au peuple un pouvoir d'action. En a résulté l'Assemblée constituante de 1999 qui a fait émerger un nouveau texte fondateur, proclamant une « *démocratie participative et protagonique* ». Derrière ces mots ne se cache que l'essence de l'idée démocratique comme nous la connaissons depuis les Lumières : « pouvoir du peuple, pour le peuple, par le peuple ».

Cela s'applique au Venezuela avec les **conseils communaux**. Cette structure permet d'organiser collectivement la population afin de concrétiser des projets à échelle locale (électricité, gaz, eau, logement…) financés par l'État mais organisés par la communauté. Selon les statistiques du ministère en charge, il en existe aujourd'hui 34 000 répartis sur tout le territoire. L'on peut ainsi voir, au cœur de la capitale, dans les quartiers du 23 de Enero ou de Gramoven, des communautés autogérer la construction d'infrastructures et de logements ; ou dans la bourgade de San Francisco de Yaré, une Assemblée constituante municipale [6]. Mais l'on trouve également ailleurs de la manipulation politicienne, de la corruption à tous les niveaux, de l'inaction et de l'inefficacité.

C'est pourquoi est actuellement débattue une loi organique de réforme des conseils communaux. Parmi les nouveautés : possibilité de révocation des mandatés n'accomplissant pas leur tâche, contrôle renforcé des finances avec formation professionnelle à la gestion budgétaire par des agents spécialisés…

Plus encore, cette nouvelle loi va créer le cadre légal pour une nouvelle entité : **les communes socialistes** : une fois fortifiées, les communautés cherchent à s'étendre et s'unir avec leurs voisines pour mener des projets de plus grande ampleur, jusqu'alors uniquement sur le plan technique. Cela restait insuffisant au niveau structurel. Aussi, regroupant plusieurs conseils communaux, les communes socialistes auront vocation à non seulement coordonner les projets pour les communautés, mais également à exercer directement le pouvoir politique en association avec la municipalité, avec des règles de fonctionnement de démocratie directe et participative. À la différence des conseils communaux, les communes s'affirment comme socialistes, non comme « organe du Parti », pour bien marquer qu'elles sont la structure politique à la base du pouvoir populaire. Sans en avoir la caution officielle, ce type d'organisation existe déjà, avec par exemple l'usine de sardine La Gaviota, dans la ville de Cumaná, passée de la direction privée au contrôle ouvrier grâce à la mobilisation communale [7] ; ou ces conseils communaux qui aident les paysans à cultiver collectivement leurs terres pour subvenir aux besoins alimentaires dans la région de Cojedes [8].

C'est la rente finale… La question du pétrole

Avec les découvertes récentes de nouveaux gisements, le pays dispose de la première réserve mondiale d'or noir, devant l'Arabie Saoudite. C'est l'unique – ou presque – ressource économique de la révolution bolivarienne. La crise mondiale de 2009 l'a rappelé, le pays a subi une importante récession (- 3%). Conséquence : les budgets sociaux ont continué d'augmenter (et le niveau de vie avec) et le chômage de baisser (et la pauvreté avec). Mais le problème structurel demeure. Les acteurs de ce processus tirant aussi les conséquences de leurs échecs, début janvier, le gouvernement a choisi d'opérer un véritable tournant dans sa politique économique, avec pour point d'appui une mesure de dévaluation de la monnaie. L'objectif est d'en finir avec les taux de change parallèles créant une inflation démesurée mais surtout, de *créer une véritable économie productive*. Est ainsi créée la Corporation des marchés Socialistes (COMERSO) qui organise la production par le secteur public de biens de consommation courants, nourriture, voitures, vêtements, à des prix accessibles aux classes populaires. Un grand programme de d'investissement est lancé pour financer l'expansion des productions non-pétrolières et pour remplacer les importations par des productions nationales.

En plus d'être productives, les entreprises nouvellement créées seront socialistes au sens où elles permettront la participation directe des travailleurs au processus de décision politique dans l'entreprise avec les conseils ouvriers – structure qui n'existe pas encore légalement même si elle est déjà utilisée. L'exemple pionnier de cette nouvelle économie est l'« arepera socialista » (boulangerie socialiste) du centre de Caracas, qui propose tous les jours un typique repas de base, pour trois fois moins cher que

dans la restauration privée, tout en réalisant une marge de bénéfice, permettant de financer le développement du projet [9]. L'usine de production sociale dans l'État de Guárico où la production de farine est vendue directement à la communauté sans intermédiaires, à prix solidaire, en est un autre exemple [10].

Une révolution bio-incompatible ?

Avec la Bolivie et Cuba, le Venezuela est le seul État à avoir dénoncé internationalement avec autant de fermeté la responsabilité des pays riches dans les destructions environnementales, avec cette formule qui fera date : « Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé » [11].

Le Venezuela pollue, car il se développe, comme tout pays en cours de développement. Mais l'ensemble du continent latino-américain n'est responsable que de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre [12], alors que le bloc Amérique du Nord - Europe cumule à lui seul plus de 50% de celles-ci (chiffres du ministère de l'écologie). Tous responsables, mais certains semblent l'être plus que d'autres.

Depuis six mois et pour encore quelques temps, tout le Nord de l'Amérique latine, dont le Venezuela, vit une des plus grandes sécheresses de son histoire. Si 70% de l'énergie vénézuélienne est de source hydraulique (énergie très peu polluante), l'alimentation électrique du pays dépend du coup énormément du niveau des barrages. Face à cette sécheresse exceptionnelle, l'État a été forcé de prendre des mesures drastiques. Au lieu d'augmenter les prix, celui-ci a choisi une voie plus « populiste » (bien que tout aussi impopulaire) : le rationnement de l'eau et de l'électricité. Tout le monde est concerné : riches, pauvres, administrations publiques, mais également le secteur privé avec en tête l'industrie lourde, les supermarchés et les banques.

Cela s'accompagne d'une intense campagne de communication dans tout le pays, appuyée par une partie des médias privés n'ayant pas entièrement cédé à l'envie irrésistible de pousser le pays dans le chaos, pour faire tomber le « singe » [13]. En quelques semaines, la consommation énergétique nationale a diminué de 20% (Telesur, 20 février). Mesure arbitraire qui va à l'encontre des désirs du peuple ? Mais en est-il différemment en Europe, où le thème écologique a en partie émergé sous pression du porte-monnaie vide ? Au final, hormis les secteurs anti-chavistes traditionnels, le plan de rationnement est plutôt bien accepté. Dans les quartiers populaires, l'on a adopté tous les « petits gestes qui font le grand changement » si chers aux écologistes en Europe. Ainsi, la nuit, l'on peut désormais voir les lueurs blanches des millions d'ampoules basse consommation de l'éclairage public récemment installées dans les quartiers pauvres, alors que les jaunes, traditionnelles, continuent de briller dans les quartiers riches. En matière environnementale, il reste une montagne à gravir, notamment celle des déchets, infestant les villes comme les campagnes. Sans oublier la surconsommation, le pays étant en proportion celui avec le plus haut taux au monde de téléphones Blackberry par habitant. Mais défait-on l'œuvre « glorieuse » de deux siècles de capitalisme en une décennie, aussi révolutionnaire soit-elle ?

La pollution mondiale est causée avant tout par les pays riches, mais ce sont les pays pauvres qui sont les premiers touchés par les changements climatiques : sécheresse en Amérique latine, multiplication des cyclones en Amérique centrale et en Asie orientale ou disparition du territoire lui-même comme aux Îles Maldives… Les catastrophes naturelles laissent un nombre autrement plus important de victimes dans les pays du tiers monde que dans le monde développé. De là en conclure que **les pauvres payent directement les conséquences de l'irresponsabilité des riches**, il n'y a qu'un pas, qu'il est peut être nécessaire de franchir pour comprendre pourquoi la conscience environnementale est indissociable de l'idée de socialisme du XXI^{e} siècle.

Au final, aussi peu visible que ce soit de l'extérieur, ces exemples ne constituent qu'une infime partie de ce qui se joue actuellement au Venezuela. Cette fois, ce n'est plus descriptible, mais l'on peut le sentir dans tout le pays qu'**un processus de conscientisation sur le long terme est en train de s'opérer en profondeur**. Conscientisation, le mot fait peur… Mais avons-nous bien conscience dans nos pays si démocratiques de ce qui se joue au travers des médias, des puissances économiques et politiques ? Dans tous les cas, plus de 50% de la population vénézuélienne poursuit actuellement une formation éducative,

jeunes, adultes, personnes âgées. On lit, on se forme, critique et auto-critique, pour faire avancer les choses. Il reste un très long travail à accomplir. Il a fallu dix ans pour commencer à réformer l'université où l'on enseigne toujours le néolibéralisme et la « découverte » de l'Amérique en 1492.

Trop lent, trop peu ? **On ne change pas les consciences comme on signe un décret**. Et pendant que nous sommes occupés à critiquer et à insister sur la moindre faille d'un processus imparfait mais unique, nous en oublions presque de faire ce même travail d'analyse chez nous, où, après avoir théorisé mille-et-une fois la révolution parfaite, nous sommes toujours incapables d'enclencher un quelconque projet global de transformation sociale. C'est peut être le signe de tout ce qu'il nous reste à apprendre d'humilité, comme monde occidental riche, « développé », « civilisé », d'un pays du dit « tiers monde », qui est aujourd'hui toujours en révolution… et qui le restera sans doute pour encore un bon bout de temps.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3099.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir par exemple, « VENEZUELA - Écran nègre, nuit blanche pour les élites », « FRANCE-VENEZUELA - *Libération* et le Venezuela : désinformation à vie ? », « VENEZUELA - Mr. Langellier prend un aller simple pour le pays des soviets » , « VENEZUELA - Martine Gozlan, Axel Gyldén, David Pujadas ou… Oliver Stone : qui est le journaliste ? » – note DIAL.

[2] La majeure partie des liens cités dans les notes renvoient au site web de la chaine, en espagnol et en français : La revolución VIVE.

[3] L'expression est de Francis Fukuyama.

[4] C'est le titre d'un livre de John Holloway publié en anglais en 2002.

[5] L'expression est de Marc Saint-Upéry. Lire la réponse de Luis Alegre Zahonero et Santiago Alba Rico : « Révolution ? Quelle révolution ».

[6] Sur le 23 de Enero, voir « les habitants de la communauté de La Piedrita prennent en charge la construction des infrastructures » ; sur Gramoven et San Francisco de Yaré, voir « Si les exceptions ne confirment plus la règle ».

[7] Voir « L'entreprise récupérée socialiste La Gaviota » ou le documentaire réalisé par l'École populaire et latino-américaine de cinéma (sous-titres en français). L'entreprise a finalement été nationalisée fin novembre.

[8] Voir « Don Toribio, exemple de lutte pour la souveraineté alimentaire ».

[9] Voir « Presidente inaugura arepera socialista ».

[10] Voir « Vie quotidienne d'une usine de production sociale dans l'État de Guárico ».

[11] Phrase prononcée par Hugo Chávez dans son discours aux mouvements sociaux lors de la Conférence sur le climat de Copenhague, le 16 décembre 2009, reprenant un slogan écrit sur une des

pancartes des manifestants.

[12] On pourrait au passage rappeler que tous les projets d’extraction minière dans la forêt amazonienne sont suspendus depuis 1998.

[13] C’est ainsi que le président est parfois désigné dans ces mêmes médias.